Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Lettre-ouverte-de-Rodolfo-Walsh-a-la-Junte-militaire24-mars-1977>

Lettre ouverte de Rodolfo Walsh à la Junte militaire 24 mars 1977.

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Argentine -

Date de mise en ligne : samedi 27 février 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

1. La censure de la presse, la persécution des intellectuels, la perquisition dans ma maison sur le Tigre, l'assassinat d'amis chers et la perte d'une fille qui est morte en vous combattant, sont quelques uns des faits qui m'obligent à cette forme d'expression clandestine après avoir librement donné mon opinion comme écrivain et journaliste pendant presque trente ans.

Le premier anniversaire de cette Junte Militaire a donné lieu à un bilan de l'action du gouvernement à travers des documents et des discours officiels, où ce que vous nommez réussites sont des erreurs, ce que vous reconnaissez comme des erreurs sont des crimes et ce que vous omettez sont des calamités.

Le 24 mars 1976 vous avez renversé un gouvernement dont vous faisiez partie, et que vous avez contribué à discréditer en tant qu'exécuteurs de sa politique répressive, la fin du dit gouvernement était marquée par des élections convoquées neuf mois plus tard. Dans cette perspective, ce que vous avez liquidé n'a pas été le mandat transitoire d'Isabelle Martinez mais la possibilité d'un processus démocratique où le peuple aurait remédié aux maux que vous avez poursuivis et aggravés.

Illégitime dans son origine, le gouvernement que vous exercez a pu être légitimé dans les faits en récupérant le programme sur lequel sont tombés d'accord aux élections de 1973 quatre-vingts pour cent des argentins et toujours en vigueur comme expression objective de la volonté du peuple, de l'unique signification possible de cet « être national » que vous invoquez si souvent. En inversant ce chemin vous avez restauré le courant d'idées et d'intérêts des minorités battues qui entravent le développement des forces productives, exploitent le peuple et dissolvent la Nation. Une politique semblable peut s'imposer seulement de façon transitoire en interdisant les partis, en intervenant les syndicats, en bâillant la presse et en implantant la terreur la plus profonde que la société argentine n'ait jamais connue.

2. Quinze mille disparus, dix mille prisonniers, quatre mille morts, des dizaines de milliers d'exilés sont les chiffres nus de cette terreur.

Une fois remplies à ras bord les prisons ordinaires, vous avez créé dans les principales casernes du pays, des camps de concentration virtuels où n'entre aucun juge, avocat, journaliste, ni observateur international. Le secret militaire des procédés, invoqué comme une nécessité de l'enquête, transforme la majorité des détentions en séquestrations qui permettent la torture sans limite et l'exécution sans jugement. [1] Plus de sept mille recours d'*habeas corpus* ont été refusés cette dernière année. Dans des milliers d'autres cas de disparition le recours n'ont même pas été présentés parce que son inutilité est connue d'avance ou parce qu'il ne se trouve pas d'avocat qui ose le présenter après que la cinquantaine ou soixantaine qui le faisait ait été à son tour séquestrée.

De cette façon vous avez dépouillé la torture de sa limite dans le temps. Comme le détenu n'existe pas, il n'y a pas de possibilité de le présenter au juge dans les dix jours comme l'ordonne la loi qui avait été encore respectée même durant les sommets répressifs des dictatures précédentes.

Le manque de limite dans le temps a été complété par le manque de limite dans les méthodes, en revenant aux temps où on opérait directement sur les articulations et les viscères des victimes, maintenant avec des auxiliaires chirurgicaux et les pharmacologues dont ne disposaient pas les bourreaux anciens. Le poulain, le tour, l'écorchement vif, la scie des inquisiteurs médiévaux réapparaissent dans les témoignages avec la gégène et la baignoire, le chalumeau des actualisations contemporaines. [2]

Par des concessions successives supposant que la fin pour exterminer la guérilla justifie tous les moyens que vous utilisez, vous en êtes arrivés à la torture absolue, intemporelle, métaphysique à mesure que la fin originelle d'obtenir une information s'égaré dans les esprits perturbés qui l'administrent pour céder à l'impulsion d'écraser la substance

humaine jusqu'à l'ébranler et jusqu'à lui faire perdre la dignité que le bourreau a perdue, que vous-mêmes avez perdue.

3. Le refus de cette Junte de publier les noms des prisonniers est la couverture d'une exécution systématique des otages dans des lieux désolés et à l'aube sous prétexte de combats fictifs et d'imaginaires tentatives d'évasion.

Des extrémistes qui distribuent des tracs à la campagne, peignent les caniveaux ou qui s'entassent à dix dans des véhicules qui prennent feu sont les stéréotypes d'un scénario qui n'est pas fait pour être cru mais pour tromper une éventuelle réaction internationale face à des exécutions en règle tandis que à l'intérieur, est souligné le caractère de représailles appliquées dans les lieux mêmes et immédiatement après des actions de la guérilla.

Soixante-dix fusillés après la bombe dans la Sécurité Fédérale, 55 en réponse à la destruction du Département de Police de La Plata, 30 pour l'attentat contre le Ministère de la Défense, 40 dans le Massacre de la Nouvelle Année qui a suivi à la mort du colonel Castellanos, 19 après l'explosion qui a détruit le commissariat de Ciudadela font partie de 1.200 exécutions en 300 combats supposés où l'adversaire n'a pas eu de blessés et les forces sous son commandement n'ont pas eu de morts.

Dépositaires d'une culpabilité collective abolie dans les normes civilisées de justice, incapables d'influencer une politique qui dicte les faits pour lesquels on exerce des représailles, plusieurs de ces otages sont des délégués syndicaux, des intellectuels, des parents de guérilleros, des opposants sans arme, simples suspects que l'on tue pour équilibrer la balance des pertes comme l'étrange doctrine « compte-cadavres » que les SS ont utilisée dans les pays occupés et les envahisseurs au Viêt-Nam.

L'élimination de guérilleros blessés ou capturés dans des combats réels est de la même manière une évidence qui émerge des communiqués militaires qui en un an ont attribués au groupe de guérilleros 600 morts et seulement 10 ou 15 blessés, proportion inconnue dans les conflits les plus acharnés. Cette impression est confirmée par un travail journalistique qui circule clandestinement, qui révèle qu'entre le 18 décembre 1976 et le 3 février 1977, dans 40 actions réelles, les forces légales ont eu 23 morts et 40 blessés, et la guérilla 63 morts. [3]

Plus de cent prévenus ont été également abattus pendant des tentatives d'évasion dont le récit officiel n'est pas non plus destiné à être cru mais à prévenir la guérilla et les partis du fait que même les prisonniers reconnus sont la réserve stratégique des représailles dont disposent les Commandants de Corps selon le déroulement des combats, l'opportunité didactique ou l'humeur du moment.

Ainsi, le général Benjamin Menéndez, chef du Troisième Corps d'Armée, a gagné ses lauriers avant le 24 mars avec l'assassinat de Marcos Osatinsky, arrêté à Cordoba, puis avec la mort de Hugo Vaca Narvaja et cinquante autres prisonniers dans diverses applications de la loi d'évasion exécutées sans pitié et racontées sans pudeur. [4]

L'assassinat de Dardo Cabo, arrêté en avril 1975, fusillé le 6 janvier 1977 avec sept autres prisonniers dans la juridiction du Premier Corps de l'Armée que commande le général Suárez Masson, révèle que ces épisodes ne sont pas des débordements de quelques centurions hallucinés mais la politique même que vous planifiez dans vos Etats-Majors, discutez dans vos réunions de cabinet, imposez comme commandants en chef des 3 Armes et que vous approuvez comme membres de la Junte de Gouvernement.

4. Entre mille cinq cents et trois mille personnes ont été massacrées en secret après que vous ayez interdit d'informer sur la découverte de cadavres qui dans certains cas a filtré, cependant, pour affecter d'autres pays, par votre grandeur génocidaire ou par la frayeur provoquée au sein de vos propres forces. [5]

Vingt-cinq corps mutilés se ont échoués entre mars et octobre 1976 sur les côtes uruguayennes, petite partie -qui sait- du chargement des torturés jusqu'à la mort dans l'École de Mécanique de la Marine, jetés dans les eaux du Río de la Plata par des navires de cette force, y compris le garçon de 15 ans, Floreal Avellaneda, attaché pieds et mains, « avec des blessures légères dans la région anale et des fractures visibles » selon son autopsie.

En août 1976, un voisin qui plongeait dans le Lac San Roque de Cordoue a découvert un vrai cimetière lacustre , il s'est présenté au commissariat où ils n'ont pas reçu sa plainte et il a écrit aux quotidiens qu'ils ne l'ont pas publiée. [6]

Trente-quatre cadavres à Buenos Aires entre 3 et le 9 avril 1976, huit à San Telmo le 4 juillet, dix au Río Luján le 9 octobre, servent de cadre aux massacres du 20 août qui ont empilés 30 morts à 15 kilomètres de Campo de Mayo et 17 à Lomas de Zamora.

Dans ces énoncés s'épuise la fiction de bandes de droite, héritières présumées de la Triple A de López Rega, capables de traverser la plus grande garnison du pays en camions militaires, de tapisser de morts le Río de la Plata ou de jeter des prisonniers à la mer depuis les avions de la Première Brigade Aérienne [7], sans que ne l'apprennent le général Videla, l'amiral Massera ou le brigadier Agosti. Les 3 A sont aujourd'hui les 3 Armes, et la Junte que vous présidez n'est pas l'aiguille de la balance entre des « violences de signes distincts » ni le juste arbitre entre « deux terrorismes », mais la source même de la terreur qui a perdu le cap et peut seulement balbutier le discours de la mort. [8]

La même continuité historique lie l'assassinat du général Carlos Prats, pendant le précédent gouvernement, avec la séquestration et mort du général Juan José Torres, Zelmar Michelini, Héctor Gutiérrez Ruíz et des dizaines d'exilés à travers qui on a voulu assassiner la possibilité d'un processus démocratique au Chili, Bolivie et Uruguay. [9]

La participation certaine dans ces crimes du Département des Affaires Étrangères de la Police Fédérale, conduit par des officiers bénéficiant d'une bourse de la CIA au travers de l'AID, comme les commissaires Juan Gattei et Antonio Gettor, soumis eux mêmes à l'autorité de M. Gardener Hathaway, *Station Chief* de la CIA en Argentine, est une pépinière de révélations futures comme celles qui aujourd'hui secouent la communauté internationale qui ne vont même pas s'épuiser quand s'éclaircira le rôle de cette agence et des grands chefs de l'Armée, menés par le général Menéndez, dans la création de la Loge Libérateurs de l'Amérique » qui a remplacé la 3 A jusqu'à ce que son rôle global fût assumé par cette Junte au nom des 3 Armes.

Ce cadre d'extermination n'exclut pas les règlements de comptes personnels comme l'assassinat du capitaine Horacio Gandara, qui depuis une décennie enquêtait sur les affaires de hauts gradés de la Marine, ou du journaliste de « Prensa Libre » Horacio Novillo poignardé et brûlé, après que ce quotidien ait dénoncé les connexions du ministre Martinez de Hoz avec des monopoles internationaux.

C'est à la lumière de ces épisodes, que la définition de la guerre prononcée par l'un de vos chefs, touche à sa définition finale : « La lutte que nous livrons ne reconnaît pas de limites morales ni naturelles, elle se réalise au-delà du bien et du mal ». [10]

5. Ces faits, qui secouent la conscience du monde civilisé, ne sont cependant pas ceux qui ont apportés les plus grandes souffrances au peuple argentin et les pires violations des droits de l'homme dans lesquelles vous tombez. C'est dans la politique économique de ce gouvernement que l'on doit non seulement chercher l'explication de vos crimes mais d'une atrocité plus grande qui punit des millions d'êtres humains par une misère planifiée.

En un an vous avez réduit de 40% le salaire réel des travailleurs, diminué de 30% leur participation au revenu

national, augmenté de 6 à 18 heures la journée du travail dont un ouvrier a besoin pour payer le panier familial [11], ressuscitant ainsi les formes de travail forcé qui ne subsistent même plus dans les derniers recoins coloniaux.

En gelant les salaires tandis que les prix montent aux pointes des baïonnettes, en abolissant toute forme de réclamation collective, en interdisant des assemblées et commissions internes, en rallongeant des horaires, en élevant le taux du chômage au niveau record de 9 % [12], en promettant de l'augmenter avec 300.000 nouveaux licenciements, vous avez fait reculer les relations de production aux commencements de l'ère industrielle, et quand les travailleurs ont voulu protester, ils ont été qualifiés de subversifs, des groupes entiers de délégués ont été enlevés qui dans quelques cas sont apparus morts, et dans d'autres ne sont plus réapparus. [13]

Les résultats de cette politique ont été foudroyants. Dans cette première année de gouvernement, la consommation d'aliments a diminué de 40 %, celle des vêtements de plus de 50 %, celle de médicaments a pratiquement disparu des couches populaires. Il y a déjà des zones du Grand Buenos Aires où la mortalité infantile dépasse 30 %, chiffre qui nous place avec la Rhodésie, le Dahomey ou les Guyanes ; des maladies comme la diarrhée estivale, les parasitoses et jusqu'à la rage, où les chiffres grimpent vers des records mondiaux ou les dépassent. Comme si c'était des objectifs désirés et cherchés, vous avez réduit le budget de la santé publique à moins d'un tiers de celui des dépenses militaires, en supprimant jusqu'aux hôpitaux gratuits tandis que des centaines de médecins, de professionnels et de techniciens s'ajoutent à l'exode provoqué par la terreur, les bas salaires ou la « rationalisation ».

Il suffit de marcher quelques heures par le Grand Buenos Aires pour vérifier la rapidité avec laquelle une telle politique l'a transformé en un bidonville de dix millions d'habitants. Des villes à moitié éclairées, des quartiers entiers sans eau parce que les industries monopolistiques pillent les nappes phréatiques, des milliers de rues devenues un seul nid de poule parce que vous goudronner seulement les quartiers militaires et ornez la Place de Mai, la plus grande rivière du monde contaminée sur toutes ses plages parce que les associés du ministre Martinez de Hoz y rejettent leurs résidus industriels, et l'unique mesure du gouvernement que vous avez prise est d'interdire aux gens qu'ils se baignent.

Pas plus dans les objectifs abstraits de l'économie, ceux que vous avez l'habitude de nommer « le pays », vous n'avez pas été plus heureux non plus. Une chute du produit brut qui frise les 3 %, une dette externe qui arrive à 600 dollars par habitant, une inflation annuelle de 400 %, une augmentation de la monnaie courante qui en une seule semaine de décembre a atteint 9 %, une chute de 13 % de l'investissement extérieur qui constituent aussi un record mondial, fruit étrange de la froide délibération et de l'ineptie crue.

Tandis que toutes les fonctions créatrices et protectrices de l'État s'atrophient jusqu'à se dissoudre en pure anémie, une seule grandit et devient autonome. Mille huit cents millions de dollars, ce qui équivaut à la moitié des exportations argentines, octroyés à la Sécurité et la Défense en 1977, quatre mille nouvelles places d'agents dans la Police Fédérale, douze mille dans la province de Buenos Aires avec des salaires du double de celui d'un ouvrier d'usine et du triple de celui d'un directeur d'école, tandis qu'en secret les militaires augmentent leurs propres salaires de 120% à partir de février, prouvent qu'il n'y a ni gel ni chômage au royaume de la torture et de la mort, unique champ de l'activité argentine où le produit grandit et où le cours par guérillero abattu monte plus vite que le dollar.

6. Dictée par le Fonds monétaire international comme une recette qui s'applique indistinctement au Zaïre ou au Chili, à l'Uruguay ou à l'Indonésie, la politique économique de cette Junte reconnaît seulement comme bénéficiaires la vieille oligarchie d'élevage, la nouvelle oligarchie spéculatrice et un groupe choisi de monopoles internationaux avec comme chef de file ITT, Esso, les constructeurs automobiles, l'U.S.Steel, Siemens, qui sont personnellement liés au ministre Martinez de Hoz et à tous les membres de son cabinet.

Une augmentation de 722 % dans les prix de la production animale en 1976 définit l'ampleur de la restauration

oligarchique entreprise par Martinez de Hoz en consonance avec le credo de la Société Rurale exposé par son président Celedonio Pereda : « c'est étonnant que certains petits groupes mais actifs continuent d'insister pour que les aliments soient bon marché ». [14]

Le spectacle d'une Bourse du Commerce où au cour d'une semaine il a été possible pour certains d'augmenter sans travailler leurs gains de cent et deux cents pour cent, là où des entreprises ont doublé du jour au lendemain leur capital sans produire plus qu'avant, la folle roue de la spéculation en dollars, lettres, valeurs ajustables, l'usure simple qui calcule déjà l'intérêt à l'heure, sont des faits bien curieux sous un gouvernement qui est arrivé pour en finir avec le « festin des corrompus ».

En dénationalisant les banques, l'épargne et le crédit national sont dans les mains de la banque étrangère, en indemnisant ITT et Siemens on récompense des entreprises qui ont escroqué l'État, en rendant les stations-service les gains du Shell et d'Esso, augmentent, en baissant les tarifs douaniers des postes de travail sont créés à Hong Kong ou à Singapour et du chômage en Argentine. Face à tous ces faits il convient de se demander qui sont les apatrides des communiqués officiels, où sont les mercenaires au service des intérêts étrangers, quelle est l'idéologie qui menace l'être national.

Si une propagande écrasante, reflet déformé de faits néfastes ne prétendait pas que cette Junte procure la paix, que le général Videla défend les droits de l'homme ou que l'amiral Massera aime la vie, on pourrait demander encore à messieurs les Commandants en Chef des 3 Armes de méditer sur l'abîme où ils conduisent le pays après l'illusion de gagner une guerre qui, même s'ils tuaient le dernier guérillero, ne ferait que recommencer sous de nouvelles formes, parce que les causes qui depuis plus de vingt ans font bouger la résistance du peuple argentin, n'auront pas disparues mais seront aggravées par le souvenir de la ruine causée et la révélation des atrocités commises.

Telles sont les réflexions qu' au premier anniversaire de votre malheureux gouvernement j'ai voulu faire parvenir aux membres de cette Junte, sans l'espoir d'être écouté, avec la certitude d'être poursuivi, mais fidèle à l'engagement que j'ai assumé depuis longtemps de donner un témoignage en des moments difficiles.

Rodolfo Walsh. - C.I. 2845022 Buenos Aires, le 24 mars 1977. <http://www.literatura.org/Walsh/rw240377.html>

Post-scriptum :

Notes :

[1] Depuis janvier 1977 la Junte a commencé à publier des listes incomplètes de nouveaux détenus et de « libérés » qui ne sont pas comme tels dans leur majorité mais des accusés qui cessent d'être à leur disposition mais qui restent détenus. Les noms de milliers de prisonniers sont encore secret militaire et les conditions de leur torture et exécution potérieure elles restent inconnues.

[2] Le dirigeant péroniste Jorge Lizaso a été écorché vif, l'ex-député radical Mario Amaya tué à coup des bâtons, l'ex-député Muñiz Barreto a eu le cou brisé par un coup. Le témoignage d'une survivante : « Des coups de gégène dans les bras, les mains, les cuisses, près de la une bouche chaque fois qu'elle pleurait ou priait... Toutes les vingt minutes ils ouvraient la porte et me disaient qu'ils m'allaient me charcuter avec la scie mécanique qu'on entendait ».

[3] « Chaîne d'information », message Nro. 4, février 1977.

[4] Une version exacte apparaît dans cette lettre des prisonniers de la Prison de Encausados à l'évêque de Cordoba, monseigneur Primatesta : « Le 17 mai sont retirés sous prétexte d'aller à l'infirmerie six collègues qui sont fusillés tout de suite. Il s'agit de Miguel Angel Mosse, de José

Lettre ouverte de Rodolfo Walsh à la Junte militaire 24 mars 1977.

Svagusa, de Diane Fidelman, de Luis Verón, de Ricardo Yung et d'Eduardo Hernández, dont la mort pour tentative de fuite a informé le Troisième Corps d'Armée. Le 29 mai José Pucheta et Carlos Sgadurra sont retirés. Ce dernier avait été puni au point qu' on ne pouvait pas le maintenir debout souffrant de plusieurs fractures des membres. Plus tard ils apparaissent aussi comme fusillés dans une tentative de fuite".

[5] Dans les 15 premiers jours du gouvernement militaire 63 cadavres sont apparus, selon les quotidiens. Une projection annuelle donne le chiffre de 1500. La présomption que ce chiffre peut s'élever au double se fonde sur le fait que depuis janvier 1976 l'information journalistique était incomplète et sur l'augmentation globale de la répression après le coup d'état. Une estimation globale vraisemblable des morts produits par la Junte est la suivante. Des morts au combat : 600. Fusillés : 1.300. Exécutés en secret : 2.000. Divers. 100. Un total : 4.000.

[6] Une lettre d'Isaías Zanotti, diffusée par ANCLA, Agence Clandestine de Nouvelles.

[7] « Un programme » dirigé entre juillet et décembre 1976 par le brigadier Mariani, chef de la Première Brigade Aérienne du Palomar. Des avions Fokker F-27 ont été utilisés.

[8] Le ministre des relations extérieures, le viceamiral Guzzeti, dans un reportage publié par « La Opinion » le 3 septembre 1976 a admis que « le terrorisme de droite n'est pas comme tel » mais « un anticorps ».

[9] Le général Prats, dernier ministre de l'Armée du président Allende, mort dans l'explosion d'une bombe en septembre 1974. Les ex-parlementaires uruguayens Michelini et Gutiérrez Ruiz sont apparus criblés des balles le 2 mai 1976. Le cadavre du général Torres, ex-président de la Bolivie, est apparu le 2 juin 1976, après que le ministre de l'intérieur et l'ex-chef de Police d'Isabelle Martinez, général Harguindeguy, l'a accusé de « simuler » sa séquestration.

[10] Lieutenant colonel Hugo Ildebrando Pascarelli selon « La Razón » du 12 juin 1976. Chef du Groupe I d'Artillerie de Citadela. Pascarelli est le responsable présumé de 33 exécutions entre le 5 janvier et le 3 février 1977.

[11] Union de Banques Suisses, donnée correspondante à juin 1976. Après la situation s'est aggravée encore plus.

[12] Le quotidien « Clarin ».

[13] Parmi les dirigeants nationaux séquestrés, on compte Mario Aguirre d'ATE, Jorge Di Pasquale de Farmacia, Oscar Smith de *Luz y Fuerza*. Les séquestrations et les assassinats de délégués ont été particulièrement graves dans le secteur métallurgie et des constructions navales.

[14] Prensa Libre, du 16 décembre 1976.